

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

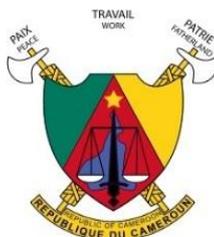
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIVISION DES FINANCES PUBLIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF ECONOMIC AFFAIRS

PUBLIC FINANCE DIVISION

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2017

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) une économie mondiale qui se raffermi depuis le début de l'année, notamment par la hausse constante de la production industrielle mondiale et le redressement du commerce international. La croissance du PIB mondial devrait ainsi s'établir à 3,6% en 2017 contre 3,3% initialement ; (ii) le faible niveau des cours mondiaux du pétrole malgré une hausse de 23,8% en glissement annuel ; (iii) et la persistance de la parité élevée du dollar américain par rapport au franc CFA, l'une des devises prédominantes du portefeuille de la dette publique.

Au plan national, le contexte d'exécution du budget est marqué par : (i) un ralentissement de l'activité économique, dont le taux de croissance est estimé à 3,7% en 2017 contre 4,5% en 2016 ; (ii) la remontée de l'inflation, qui devrait se situer à 1,5% en 2017, après le fléchissement observé en 2016 où elle était de 0,9% contre 2,7% en 2015 ; (iii) la mise en œuvre du programme économique et financier signé avec le FMI et appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) ; (iv) la deuxième année de mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE), avec l'entrée en lice des marchandises dites du deuxième groupe et le doublement du taux de réduction des droits de douane pour les marchandises du premier groupe ; et (v) la lutte contre l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

S'agissant des cours des principaux produits exportés durant les neuf premiers mois de l'année 2017, en dehors de ceux du cacao qui ont chuté, ils sont en hausse par rapport à la même période de l'année 2016. Les cours moyens des cafés robusta et arabica progressent respectivement de 18,4% et 3,3%, et se situent à 107 cents/ib et 135,2 cents/ib. Ceux de l'aluminium et de l'huile de palme augmentent respectivement de 22,6% et 5,8% pour s'établir à 1 922,7 dollars et 663,3 dollars la tonne. Le cours moyen du coton brut enregistre une hausse de 16,1% pour se situer à 84,3 cents/ib. Celui du pétrole brut augmente de 23,8% en glissement annuel, passant en moyenne de 42,1 dollars le baril sur les neuf premiers mois de 2016 à 52,1 dollars sur les neuf premiers mois de 2017. Par contre, le cours moyen du cacao chute de 33,3% en glissement annuel pour se situer en moyenne à 1 980,8 dollars la tonne.

En ce qui concerne le budget de l'Etat, les évolutions en recettes et dépenses sont les suivantes :

I- LES RECETTES BUDGETAIRES

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les recettes budgétaires totales s'élèvent à 2 825,8 milliards. Elles sont en hausse de 278,1 milliards (+10,9%) en glissement annuel. Cette hausse s'observe tant au niveau des recettes internes qu'à celui des emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées s'établissent à 2 170 milliards, augmentant ainsi de 111,5 milliards (+5,4%) par rapport à la même période de l'exercice 2016 où elles étaient de 2 058,5 milliards. Cette augmentation est autant attribuable aux recettes pétrolières qu'aux recettes non pétrolières.

Les emprunts et dons s'élèvent à 655,8 milliards à fin septembre 2017 contre 489,2 milliards à fin septembre 2016, soit un accroissement de 166,6 milliards (+34,1%) entre les deux périodes. Cet accroissement est principalement le fait de l'amélioration des décaissements au titre des prêts projets et des emprunts bancaires, qui sont notamment destinés au financement des projets du PLANUT et de la CAN 2019.

S'agissant des prévisions, l'objectif des recettes budgétaires totales pour les neuf premiers mois fixé à 3 119,4 milliards n'a pas été atteint. Les réalisations se situent à 2 825,8 milliards, soit à un taux de réalisation de 90,6%. Cette sous réalisation est imputable à la fois aux recettes internes et aux emprunts et dons. En effet, les recettes budgétaires internes affichent un taux de réalisation de 91,5% par rapport aux 2371,5 milliards d'objectif à fin septembre. Les emprunts et dons présentent un taux de réalisation de 87,7% par rapport aux 747,9 milliards de prévision.

Par rubriques de recettes, les évolutions se présentent ainsi qu'il suit :

1- Les recettes pétrolières se chiffrent à 284,4 milliards à fin septembre 2017, et augmentent de 42,6 milliards (+17,6%) par rapport à fin septembre 2016, du fait de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Elles sont constituées de 239,1 milliards de redevance pétrolière SNH et 45,3 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières. Par rapport aux 331 milliards de prévision pour les neuf premiers mois, leur taux de réalisation est de 85,9%.

2- Les recettes non pétrolières sont de 1 885,6 milliards à fin septembre 2017 contre 1 816,7 milliards à fin septembre 2016, soit une augmentation de 68,9 milliards (+3,8%) entre les deux périodes. Par rapport aux 2 040,5 milliards d'objectif à fin septembre 2017, elles sont en retrait de 154,9 milliards, soit un taux de réalisation de 92,4%. La sous performance s'observe dans toutes les principales rubriques de ces recettes. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

a)- Les recettes des impôts et taxes recouvrées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017 s'élèvent à 1 276 milliards contre 1 209,3 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 66,7 milliards (+5,5%). Cette hausse en glissement annuel résulte de l'augmentation de 88,7 milliards (+22,7%) et de 12,8 milliards (+16%) respectivement de la TVA et de la TSPP. Par contre, l'impôt sur les sociétés non pétrolières, l'IRPP et les droits d'accises enregistrent des baisses en rythme annuel. Par rapport aux 1 312,5 milliards d'objectif à fin septembre 2017, les recettes d'impôts et taxes sont en retrait de 36,5 milliards, soit un taux de réalisation de 97,2%. La sous réalisation qui s'observe, est imputable à la conjoncture économique difficile et aux perturbations d'activités dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Pour réaliser l'objectif annuel en matière d'impôts et taxes, la mise en œuvre de la stratégie de rattrapage démarrée en juillet 2017 se poursuit. Cette stratégie consiste notamment à : (i) renforcer les contrôles conjoints DGI-DGD; (ii) améliorer les résultats du

contrôle fiscal auprès des grandes entreprises ; et (iii) améliorer les versements spontanés dans les Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME).

b)- Les recettes douanières s'établissent à 519,6 milliards à fin septembre 2017 contre 504,2 milliards à fin septembre 2016, soit une augmentation de 15,4 milliards (+3,1%) en glissement annuel. Par rapport aux 608 milliards prévus pour les neuf premiers mois de l'année 2017, les recettes douanières sont en retrait de 88,4 milliards, soit un taux de réalisation de 85,5%. Cette sous-performance s'explique notamment par la baisse des importations (-2% globalement et -7% hors pétrole) et, dans une moindre mesure, par les effets induits de l'application de l'Accord de Partenariat Economique (APE).

c)- Les recettes non fiscales baissent de 13,2 milliards (-12,8%) et se situent à 90 milliards à fin septembre 2017. Par rapport aux 120 milliards d'objectif, elles sont en retrait de 30 milliards, soit un taux de réalisation de 75%.

II- LES DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses budgétaires totales s'élèvent à 2 755,9 milliards à fin septembre 2017 contre 2 796,9 milliards à fin septembre 2016, soit une baisse de 41 milliards (-1,5%) en glissement annuel, principalement imputable aux dépenses courantes.

Les dépenses budgétaires totales étaient prévues à 3 170,2 milliards pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017. Elles ont été exécutées à hauteur de 2 755,9 milliards, soit un taux d'exécution de 86,9%. Le taux d'exécution des dépenses courantes est de 93,2%, celui des dépenses d'investissement se situe à 79,2%, tandis que le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 85,6%.

Par nature de dépenses, les évolutions sont les suivantes :

1- Les dépenses courantes reculent de 162,5 milliards (-10,1%) en glissement annuel et se situent à 1 451,8 milliards à fin septembre 2017. Par rapport aux 1 558 milliards prévus, elles sont en retrait de 106,2 milliards, soit un taux d'exécution de 93,2%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes sont données ci-dessous.

a)- Les dépenses de personnel diminuent de 19,5 milliards (-2,7%) par rapport à la même période de l'exercice 2016 et s'établissent à 695 milliards à fin septembre 2017. Elles sont en retrait de 53 milliards par rapport aux 748 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 92,9%.

b)- Les dépenses de biens et services baissent de 94 milliards (-16,4%) en glissement annuel et se chiffrent à 477,8 milliards à fin septembre 2017. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 91,9% par rapport aux 520 milliards prévus.

c)- Les dépenses de transferts et pensions sont de 279 milliards à fin septembre 2017, régressant ainsi de 49 milliards (-14,9%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Par rapport aux 290 milliards prévus, elles présentent une sous consommation de 11 milliards et un taux d'exécution de 96,2%.

2- Les dépenses d'investissement s'élèvent à 941,8 milliards à fin septembre 2017 contre 808,3 milliards à fin septembre 2016, soit une hausse de 133,5 milliards (+16,5%) entre ces deux périodes. Par rapport à l'objectif de 1 189 milliards, ces dépenses sont en retrait de 247,2 milliards, soit un taux d'exécution de 79,2%. L'évolution et les réalisations des différentes rubriques des dépenses d'investissement sont présentées ci-après.

a)- Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'établissent à 467,7 milliards à fin septembre 2017, diminuant de 9,9 milliards (-2,1%) en rythme annuel. Par rapport aux 695 milliards prévus, elles sont en retrait de 227,3 milliards, soit un taux d'exécution de 67,3%.

b)- Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs se situent à 454,9 milliards à fin septembre 2017 et augmentent de 147,3 milliards en rythme annuel (+47,9%). Par rapport à l'objectif de 468 milliards, leur taux d'exécution est de 97,2%.

c)- Les dépenses de restructuration se chiffrent à 19,2 milliards à fin septembre 2017 contre 23,1 milliards à la même période de l'exercice 2016, soit une baisse de 3,9 milliards. Leur taux d'exécution est de 73,8%.

3- Le service de la dette publique

Le service de la dette publique pour les neuf premiers mois de l'année 2017 s'établit à 362,3 milliards contre 374,3 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 12 milliards (-3,2%) en glissement annuel. Par rapport aux 423,2 milliards prévus, le service de la dette publique est en retrait de 60,9 milliards, soit un taux d'exécution de 85,6%.

a)- Le service effectif de la dette extérieure est de 138,8 milliards à fin septembre 2017 contre 181,7 milliards à fin septembre 2016, soit une diminution de 42,9 milliards (-23,6%). Son taux de réalisation est de 99,9% et, il n'y a pas d'accumulation d'arriérés.

b)- Les paiements au titre de la dette intérieure progressent de 30,9 milliards (+16,1%), passant de 192,6 milliards à fin septembre 2016 à 223,5 milliards à fin septembre 2017. Par rapport aux 284,2 milliards prévus, le taux d'exécution de ces paiements est de 78,7%.

La mise en œuvre des mesures prises depuis le mois de juillet 2017 pour assurer une bonne exécution du budget de l'Etat dans une conjoncture économique difficile, va se poursuivre jusqu'au terme de l'exercice. Ces mesures concernent notamment le renforcement de la mobilisation des recettes non pétrolières, la régulation budgétaire et le contrôle de l'effectivité des dépenses publiques./-

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2017

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F.	janv-sept 17	janv-sept 17	janv-sept 16	Ecart (e)=(c-b)	Taux de Réalisation (c/b) (%)	Variation	
	2017 (a)	Prévisions (b)	Réalisations (c)	Réalisations (d)			(c/d) (abs)	(c/d) (%)
A- RECETTES INTERNES	3143,3	2371,5	2170,0	2058,5	-201,5	91,5	111,5	5,4
I-Recettes pétrolières	455,1	331,0	284,4	241,8	-46,6	85,9	42,6	17,6
1-Redevance SNH	331,1	248,3	239,1	173,1	-9,2	96,3	66,0	38,1
2- IS pétrole	124,0	82,7	45,3	68,7	-37,4	54,8	-23,4	-34,1
II- Recettes non pétrolières	2688,2	2040,5	1885,6	1816,7	-154,9	92,4	68,9	3,8
1- Recettes Fiscales	2519,1	1920,5	1795,6	1713,5	-124,9	93,5	82,1	4,8
a- Recettes des impôts et taxes	1719,0	1312,5	1276,0	1209,3	-36,5	97,2	66,7	5,5
dont - IRPP	275,8	229,7	187,5	197,8	-42,2	81,6	-10,3	-5,2
- TVA	613,0	452,6	480,3	391,6	27,7	106,1	88,7	22,7
- IS non pétrole	355,0	296,7	258,6	284,8	-38,1	87,2	-26,2	-9,2
- Droits d'accises	195,0	149,9	143,4	148,5	-6,5	95,7	-5,1	-3,4
- Droits d'enreg.et timbre	94,9	70,3	75,1	70,1	4,8	106,8	5,0	7,1
- TSPP	128,0	95,1	92,9	80,1	-2,2	97,7	12,8	16,0
b- Recettes douanières	800,1	608,0	519,6	504,2	-88,4	85,5	15,4	3,1
dont - Droit de douane import.	373,1	283,5	245,3	234,2	-38,2	86,5	11,1	4,7
- TVA import.	388,5	295,2	234,7	241,3	-60,5	79,5	-6,6	-2,7
- Droits d'accises import.	12,8	9,7	12,7	8,6	3,0	130,9	4,1	47,7
- Droits de sortie	16,4	12,5	16,5	12,5	4,0	132,0	4,0	32,0
2- Recettes non fiscales	169,1	120,0	90,0	103,2	-30,0	75,0	-13,2	-12,8
B- EMPRUNTS ET DONS	1230,5	747,9	655,8	489,2	-92,1	87,7	166,6	34,1
- Prêts projets	585,0	438,8	443,2	300,0	4,4	101,0	143,2	47,7
- Dons	85,5	64,1	24,5	25,8	-39,6	38,2	-1,3	-5,0
- Emission des titres publics	300,0	115,0	115,1	143,4	0,1	100,1	-28,3	-19,7
- Emprunts bancaires	260,0	130,0	73,0	20,0	-57,0	56,2	53,0	265,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	4 373,8	3119,4	2825,8	2547,7	-293,6	90,6	278,1	10,9
DEPENSES								
I-Dépenses courantes	2 059,3	1558,0	1 451,8	1 614,3	-106,2	93,2	162,5	-10,1
Dépenses de personnel	998,5	748,0	695,0	714,5	-53,0	92,9	-19,5	-2,7
Dépenses de Biens & Services	693,6	520,0	477,8	571,8	-42,2	91,9	-94,0	-16,4
Transferts et pensions	367,2	290,0	279,0	328,0	-11,0	96,2	-49,0	-14,9
II- Dépenses d'investissement	1 587,0	1189,0	941,8	808,3	-247,2	79,2	133,5	16,5
Sur financements extérieurs	625,0	468,0	454,9	307,6	-13,1	97,2	147,3	47,9
Sur ressources propres.	927,0	695,0	467,7	477,6	-227,3	67,3	-9,9	-2,1
Dépenses de restructurations	35,0	26,0	19,2	23,1	-6,8	73,8	-3,9	-16,9
IV- Service de la dette publique	727,5	423,2	362,3	374,3	-60,9	85,6	-12,0	-3,2
Dette extérieure	324,6	139,0	138,8	181,7	-0,2	99,9	-42,9	-23,6
Dette intérieure	402,9	284,2	223,5	192,6	-60,7	78,7	30,9	16,1
dont - Amortissement du principal	189,9	142,4	125,5	121,4	-16,9	88,1	4,1	3,4
- Remboursement crédits de TVA	110,0	82,5	64,0	47,0	-18,5	77,6	17,0	36,2
- Arriérés intérieurs	10,0	7,5	18,0	22,0	10,5	240,0	-4,0	-18,2
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	4373,8	3170,2	2755,9	2796,9	-414,3	86,9	-41,0	-1,5

Source: MINFI.